



DÉLIBÉRATIONS

Le 15 octobre 2024 à 15h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,
Madame MARCASSIN Marie-Françoise ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

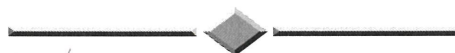
Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 8 octobre 2024



DÉLIBÉRATIONS

21 BUDGET PRIMITIF 2025 - BUDGET S.S.I.A.D.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget primitif 2025 du S.S.I.A.D. retrace l'ensemble des dépenses et recettes et prévues pour l'exercice 2025, sous réserve d'acceptation par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Une réforme nationale de la tarification des S.S.I.A.D. a impacté les dotations des exercices 2023 et 2024, qui se basent dorénavant sur la typologie du public traité et non plus uniquement sur une dotation fixe par place théorique.

En raison de travaux supplémentaires nécessaires à l'élaboration des dotations selon la nouvelle logique tarifaire, l'ARS communiquera le montant de la dotation 2024 en décembre 2024, après la date limite de vote du budget primitif 2025, fixée au 31 octobre 2024 (article R.314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Or, l'arrêté de dotation de l'année N inclut la dotation transitoire pour l'année N+1. Le projet de budget est par conséquent basé sur la dotation prévisionnelle évaluée en DM1 de l'exercice 2024.

Les chiffres comparatifs sont donnés par rapport au budget primitif 2024.

Fonctionnement : 1 518 308 € soit +50 332 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 460 076 € soit +43 600 €

En raison de la réforme nationale de la tarification des SSIAD, la décision tarifaire de l'ARS pour 2024, qui fixe de manière transitoire la dotation globale 2025 n'a pas encore été reçue. Un montant prévisionnel pour l'exercice 2023 de 1 460 076 € a été évalué pour 2025 sur la base des évolutions constatées lors des derniers exercices. Par ailleurs, 13K€ étant dégagés sur le budget de l'ESA, l'augmentation prévisionnelle de la tarification de l'ARS pour 2025 se monte en réalité à +30K€.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 58 232 € soit + 6 732 €

Ce chapitre se compose de :

- La moyenne des remboursements de l'assurance statutaire des personnels sur les 4 derniers exercices, soit 48,7 K€ (+6,9K€).
- La participation des agents aux chèques déjeuner est évaluée à 9,5 K€.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 31 800 € soit +1 200 €

L'évolution des charges à caractère général s'explique par le nouveau règlement de remboursement des frais de transport Ville-CCAS, qui occasionne l'inscription de +1,2K€ au compte 6251 par rapport au BP 2024.

Les infirmières et aides-soignantes qui interviennent à domicile se déplacent avec la flotte de véhicules de service. Ce budget est maintenu à 12 K€ pour tenir compte du tarif toujours élevé des carburants.

DÉLIBÉRATIONS

Les prestations de nettoyage des blouses du SSIAD par les agents polyvalents de la résidence autonomie « Trianon » sont prévues à hauteur de 6 450 € compte tenu du volume important de blouses à nettoyer.

Les achats de fournitures médicales, après une forte augmentation en période de Covid, se stabilisent autour de 5 K€.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 380 900 € soit +36 282 €

Contrairement au budget de l'ESA, sur lequel un ajustement à la baisse des charges de personnel est possible, le budget du SSIAD recourt à des personnels paramédicaux, titulaires ou libéraux, et a des besoins en remplacements. Les crédits dédiés au personnel sont révisés de +2,7% par rapport au BP 2024.

Sans certitudes sur le niveau de financement de l'ARS du fait de la réforme de la tarification des SSIAD, qui intégrera une partie fixe et une partie liée à l'activité, l'augmentation des dépenses de personnel comprend seulement un pourcentage d'actualisation des traitements et charges, et intègre le Glissement Vieillesse-Technicité (G.V.T.).

Les honoraires des infirmiers libéraux sont évalués à 100K€, comme au budget primitif 2024.

Les autres charges de personnels correspondent à des formations spécifiques du personnel paramédical et médico-social ainsi qu'aux dépenses d'analyse de pratiques professionnelles (APP) et de supervision (+10,3K€).

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 89 500 € soit +4 850 €

Après l'acquisition fin 2024 d'un nouveau logiciel de gestion des tournées, les frais de maintenance du logiciel sont à prévoir pour l'année 2025 en totalité, soit +3,7K€. Les autres frais de maintenance augmentent également de 1,4K€.

Les frais de maintenance et réparation des véhicules restent à leur niveau constaté au BP24 (8K€) en raison du vieillissement de la flotte.

Grâce au marché global d'assurances renouvelé pour le CCAS début 2024, les frais d'assurance de la flotte de véhicules peuvent en revanche être diminués de -1K€.

Les autres charges de structure (publicité, colloques, etc.) sont stables.

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 16 108 € soit +8 000 €

Les dotations aux amortissements augmentent en prévision de l'amortissement du nouveau logiciel de gestion des soins et tournées.

Investissement : 16 108 € soit +8 000 €

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 16 108 € soit +8 000 €

Augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations, calculés sur la base des acquisitions réalisées en N-1, revus à la hausse en raison de l'acquisition du nouveau logiciel de gestion des soins et tournées fin 2024.

DÉLIBÉRATIONS

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 8 000 € soit +3 000 €

Positionnement de 8K€ correspondants aux travaux informatiques qui auront pour objectif de finaliser le paramétrage du nouveau logiciel de gestion des soins et tournées.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 8 108 € soit +5 000 €

Ces crédits permettront l'acquisition de matériels divers, dont des mobiliers ou du matériel informatique.

Ledit budget est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU l'Article L315-15 Code de l'action sociale et des familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT les prévisions présentées ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du S.S.I.A.D. pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 467 976 € soit +33 276 € par rapport au BP 2023.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 460 076 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 58 232 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 31 800 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 380 900 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 89 500 €

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 16 108 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 16 108 €.

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 16 108 €

DÉLIBÉRATIONS

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 8 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 8 108 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

 
★ Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.